



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion sociale

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Nicole MARIN-KHOURY, Mikel SEBLIN

Politique de la ville et cohésion sociale - Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan gouvernemental Logement d'abord - Exercice 2020 - Conventions - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan national pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue en mars 2018, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan gouvernemental logement d'abord. Une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue en date du 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle détermine les priorités communes d'intervention et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Par délibération du 15 septembre 2020, un avenant financier à la convention d'objectifs 2018-2019 précitée, conclue avec l'Etat, a été approuvé. Il définit les modalités de financement des actions relatives à l'année 2020. Ainsi, au titre de l'année 2020, l'Etat alloue à Montpellier Méditerranée Métropole une enveloppe de 260 000 €.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention aux organismes suivants qui mettent en œuvre le programme d'actions Logement d'abord tel que défini pour 2020 :

		2020		
OPERATEURS / Associations	ACTIONS	ETAT CREDITS SUPPORTS LOGEMENT D'ABORD	ETAT CREDITS STRATEGIE PAUVRETE	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CREDITS PROPRES
S.I.A.O.	Poste de médecin coordinateur à mi-temps	50 000 €		
GESTARE	Action de prévention pour le maintien dans le logement	40 000 €		
ADAGES/REGAIN	Poste Infirmier social de la Plateforme		40 000 €	
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Plateforme d'accès aux droits liés à l'habitat	25 000 €		25 000 €
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT et REGAIN	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		

RESTAURANTS DU CŒUR – TOITS DU CŒUR	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		
GAMMES - ISSUE	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		
L'AVITARELLE	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		
TOTAL		149 000 €	40 000 €	25 000 €

Des conventions seront signées avec chacune des structures financées, qui préciseront les attendus de l'action, les moyens à mobiliser et les modalités de versement des subventions.

Quatre actions complémentaires mobiliseront le reste des crédits alloués par l'Etat (71 000 euros) et seront l'objet d'une future proposition de délibération, les opérateurs n'étant pas encore définis à ce jour pour les actions visées : l'évaluation du développement du plan logement d'abord sur le territoire ; une action d'aide à l'insertion professionnelle des publics logés ; l'attribution du fonds de secours pour un 5^{ème} opérateur de l'accompagnement des ménages logés ; la prospection de logements à loyers abordables dans le parc privé pour des ménages de la rue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 214 000 € ;
- d'approuver les projets de conventions afférentes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Michel CALVO.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144554-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention fond de secours Avitarelle
- Projet convention fond de secours MDL Regain
- Projet convention fond de secours Resto du Coeur
- Projet convention LDA GESTARE 2020
- Projet convention SIAO Médecin
- Projet convention TS IDE plateforme regain
- PROJET_CONVENTION_FOND_DE_SECOURS_ISSUE1598597909441.docx
- tableau de fléchage des subventions sept 20 LDA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.